

On peut considérer que les Bourses du travail sont la première marque de maturité du syndicalisme révolutionnaire naissant en France en 1892. C'est la spécificité du mouvement ouvrier et syndical français qui se réorganise à la suite du massacre de la Commune de Paris achevée par la semaine sanglante (du 22 au 28 mai 1871).

C'est en parallèle une réaction au syndicalisme corporatiste (par opposition à interprofessionnel) représenté par la Fédération Nationale des Syndicats. Cette organisation est contrôlée par le Parti Ouvrier Français de Jules Guesde, premier propagandiste du marxisme dans l'hexagone en y apportant néanmoins une vision social-démocrate et avant-gardiste : contrôle du syndicat par le parti politique formé en élite.

La Bourse du Travail, apparue en 1887 à Paris, était en premier lieu une structure dont la mission initiale ressemblerait à l'ANPE d'aujourd'hui. Il s'agissait d'un bureau de placement pour les ouvriers et également un lieu qui permettait d'informer et relayer les demandes d'emplois ainsi que les formations professionnelles selon une zone géographique donnée.

Comme ces lieux n'étaient fréquentés et gérés que par des ouvriers, les Bourses du travail devinrent vite des lieux d'échanges, de communications puis de coordination avec petit à petit une conscience de classe qui émergea et qui transforma la Bourse du Travail en lieu de contre-pouvoir.

Devant ce nouvel outil et son efficacité populaire, d'autres Bourses du Travail voient le jour sur le territoire jusqu'à la création en 1892 d'une Fédération des Bourses du Travail.

Le Syndicalisme Révolutionnaire apparaît en corollaire avec l'entrée massive dans ces structures de militants ouvriers anarchistes qui abandonnent à cette période leur stratégie « illégaliste » de la « propagande par le fait » (attentats, braquages) en proie à une terrible répression et des militants ouvriers blanquistes et allemanistes (socialistes révolutionnaires) abandonnant leur stratégie « insurrectionnaliste » (qui prône l'insurrection spontanée et continue), les Bourses du Travail se transforment en véritable arme prolétarienne de contre-culture, formation, contre-pouvoir, entraide et sociabilité ouvrière.

Avec cette dynamique de fusion de ces trois courants révolutionnaires prolétariens, elles développent alors une solidarité dépassant les diversités de professions et de corporations pour s'inscrire dans une solidarité de proximité géographique, d'aspiration à la transformation sociale, car les militants ouvriers l'ont compris, c'est bien à travers la solidarité interprofessionnelle que l'éveil révolutionnaire vers le socialisme est le plus apte à s'affirmer et se développer.

En effet, la finalité du projet des Bourses du Travail était d'être à la fois un outil d'émancipation intégrale des travailleurs-euses et un instrument d'organisation de la société future, en assurant la formation d'une classe ouvrière autonome grâce aux multiples services qu'elles proposaient.

L'efficacité est telle qu'en 1896 on dénombre 46 Bourses du Travail qui ont fédérés 862 syndicats. On estime à 48% le nombre de syndiqués en 1900 rattachés à une Bourse du Travail via l'adhésion de leur syndicat.

La Bourse du Travail ne se limitait pas à une lutte de classe quotidienne, les militants ouvriers révolutionnaires et syndicalistes ont formé la structure pour qu'elle soit en capacité de se substituer aux institutions bourgeoises. Concrètement, dans le processus révolutionnaire la Bourse du travail devait prendre le pouvoir sur la municipalité, le conseil général, le département, mais aussi et surtout réorganiser la production, la circulation et la répartition des services locaux et des produits matériels. Elle apparaît alors comme étant la seule structure capable d'assurer une socialisation réelle sur l'échelon local/départemental/régional.

En 1902, la Fédération des Bourses du Travail fusionne avec la Confédération Générale du Travail créée en 1895 sur les cendres de l'ancienne Fédération corporative des syndicats en perte de vitesse. Cela va permettre d'incorporer les Bourses du Travail dans ce qu'on appelle les Unions Locales ou Union Départementale de la Confédération et ainsi donner une vision nationale voir internationale de la révolution sociale car l'Union Locale, la Bourse du Travail, pouvait alors assurer le lien sur de plus grosses échelles via la structure confédérale.

Bref, les Bourses du Travail, après le premier rôle institutionnel d'en faire des bureaux de placement et des locaux de réunions, deviennent très vite des centres d'éducation populaire - comme disait

Fernand Pelloutier : « Éduquer pour révolter » - et des foyers d'agitation constante d'autonomie ouvrière où les militants ouvriers se forment leur propre expérience. L'action syndicale que les Bourses mènent se définit par le rôle solidaire envers les grèves locales, voire nationales, même si elle n'avait pas vocation à être actrices premières, l'instrument de lutte étant alors le syndicat groupant les travailleurs-euses concerné-es. La Bourse jouait bien souvent un rôle déterminant en raison de l'expérience et des conseils qu'elle pouvait donner, de la capacité d'intervention et d'organisation de ses militants ou encore de la solidarité financière et morale qu'elle entraînait. Mais elle se définit aussi dans une implication dynamique lors de journées comme le 1er Mai, par la diffusion et la formation des idées, par des revendications du syndicalisme d'époque comme la journée de huit heures, par la grève générale ou encore l'antimilitarisme et anti-guerre à la veille du premier conflit mondial.

En étant une structure d'entente, de regroupement et de coordination au niveau local, le but principal des Bourses en cas de mouvement de grève était la solidarité à tous les niveaux, auprès de toutes les corporations de la ville, de la localité : par exemple, l'organisation d'une caisse de grève afin de pouvoir soutenir financièrement toutes les corporations engagées dans un conflit social, et l'envoi de militants sur les lieux afin de servir de conseillers et d'orateurs. Bien souvent, l'intervention de militants expérimentés des Bourses dans un conflit fut déterminante pour la réussite de celui-ci.

Les militants syndicalistes des Bourses du Travail de cette époque étaient convaincus que pour arriver à l'émancipation du prolétariat, il fallait lui donner les moyens de s'émanciper, de pouvoir porter et assumer un projet de transformation sociale dont les bases sont posées dans le monde capitaliste par les organisations de classe et d'autonomie ouvrière : les syndicats d'industries, les Unions Locales et les Bourses du Travail.

L'objectif des Bourses du Travail était donc de rendre le socialisme plus attrayant en privilégiant cette autonomie, en organisant des fêtes, des conférences et soirées musicales ou théâtrales qui débouchaient sur des causeries, des débats autour de thèmes politiques, culturels et du travail, tout en gardant une pratique de classe, c'est-à-dire que, contrairement aux partis et organisations politiques, tout était organisé par la classe et pour la classe suivant la devise de la Première Internationale (association de travailleurs créée en 1864 par des militants révolutionnaires essentiellement français et anglais) : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».